



Vers quelle Europe ?

Stéphane BUFFETAUT

Maire-adjoint de Versailles

Membre du CES européen

Ancien député européen

Président de la Fédération CNI des Yvelines

Des années durant nous avons été abreuvés d'une bêtifiante ritournelle européenne dont le résultat du dernier référendum a démontré combien elle avait été vaine et inefficace.

Or dans son récent discours durant le Parlement européen –auquel il a été donné trop peu d'écho en France- le Président de la République a rompu avec l'habituelle langue de bois européenne, en dépit de quelques précautions oratoires.

Malgré une satisfaction affichée en raison de la signature du traité simplifié, il a bien souligné que ce serait une erreur grave de croire que ce texte résoudrait « la crise morale et politique de l'Europe ».

La crise de confiance des peuples à l'égard de l'Union européenne est profonde. Le fait d'éviter un référendum sur le nouveau traité révisé est un mauvais signe, car c'est un signe de défiance à l'égard du peuple français et des peuples européens en général. Ceci ne peut que faire naître la méfiance.

L'Europe ne devrait pas craindre les peuples, pas plus que ceux-ci ne devraient craindre l'Europe.

La vérité est que le traité révisé reprend la quasi-totalité des dispositions institutionnelles du projet de traité constitutionnel à quelques différences de terminologie et de symbole près. Il eut été logique de le soumettre à référendum, non pas seulement par souci juridique de parallélisme des formes, mais surtout pour recherche de légitimité populaire.

Un autre choix, parfaitement constitutionnel et annoncé durant la campagne présidentielle a été fait. Il est moins risqué mais peu glorieux. Mais l'essentiel pour la France est de tirer les leçons de cette crise de confiance européenne et de changer notre façon d'agir.

Durant des lustres nos hommes politiques se sont contentés de répéter « l'Europe, c'est la paix et la prospérité », sans se rendre compte que pour beaucoup de nos concitoyens, la paix était un acquis tandis que la prospérité paraissait plus qu'aléatoire, surtout dans un pays frappé de façon durable par un taux de chômage élevé et confronté, sans y être réellement préparé, à une concurrence internationale exacerbée.

Enfin, en point d'orgue, nos inhabiles propagandistes concluaient que un traditionnel « il nous faut plus d'Europe » devant des citoyens ?? par la masse de législations européennes traitant de tout et qui considéraient, au contraire qu'il était urgent d'avoir moins d'Europe.

Nous connaissons le fruit politique d'une telle communication : un non retentissant au projet de constitution européenne, répété en écho

plus fort encore au Pays-Bas.

C'est ainsi que le Président de la République a pu faire ce constat ?? : « si tant d'hommes et de femmes qui avaient tant cru en l'Europe s'étaient mis à douter, c'est qu'à leurs yeux, elle avait cessé d'être une promesse pour devenir une menace » menace d'uniformisation thématique, menace pour les identités nationales et cheval de Troie d'une mondialisation sans règles.

Faire le diagnostic est une chose, remédier à la situation en est une autre. La construction européenne ne fait plus rêver. La constitution européenne ne ?? plus car elle ne semble plus baliser l'avenir. Or, dans un monde troublé et instable, les peuples d'Europe ont justement besoin d'un projet clair qui leur apporte tout à la fois de l'espoir et de la sécurité.

Certes, il faut rappeler que l'ouverture européenne qui vise à unir de façon pacifique des nations et des peuples qui se sont tant fait la guerre, demeure un projet qui fait honneur à l'Europe. Mais le projet européen doit être défini dans ses limites géographique, dans son essence, sans ses objectifs.

Premier point, l'Europe doit être européenne ! Cette vérité et évidence amène à rappeler que la Turquie n'est européenne ni par sa géographie (sauf de façon ??) ni par son histoire qui n'est faite contre l'Europe, ni pour sa culture. L'Union européenne n'a pas pour vocation de devenir une sorte d'ONU régionale.

Dernier point, pour construire l'Europe, il faut revoir quelles sont ses origines spirituelles, intellectuelles et morales. Les héritages gréco-romains, judéo chrétiens et des lumières ont forgé l'Europe. L'importance donné à la personne humaine, à ses facilités de ?? par elle-même, à l'accomplissement de ses devoirs et à l'exercice de ses droits, construit l'homme européen et explique sans doute le grand développement scientifique, économique, artistique, spirituel et intellectuel de cet ?? continent qui n'est, en fait, qu'une copie d'un continent asiatique.

Les héritages doivent être acceptés, reconnus et assumés faute de ne rien comprendre à l'Europe et d'être incapable de se projeter dans l'avenir durable !

Si sur tous ces points l'union européenne sortait de la passivité voire de la naïveté, si elle abandonnait des vues parfois dogmatiques pour des attitudes plus pragmatiques, il est probable qu'elle retrouverait la faveur de ses peuples.

Mais pour cela, il faut une pensée et une politique claires. Et il faut qu'enfin, dans les actes et la pratique, la France prenne l'Europe au sérieux. Non seulement lors des grandes négociations européennes, mais encore lors des temps politiques relatifs à l'Europe.

Nous devons définir nos priorités et agir en conséquence lors de négociations relatives à la composition de la commission et aux nominations au sein de l'administration européenne, y compris à des niveaux intermédiaires.

Quant au Parlement européen, il serait grand temps de ne plus le considérer comme l'hôpital de campagne des éclopés de la politiques nationale ou un maison de retraite pour politiques en fin de carrière, mais bien comme un instrument majeur, et en première ligne, de notre ambition européenne. A cet égard, le choix des responsabilités au sein de cette assemblée devrait se faire sur les critères de l'efficacité et de l'influence plutôt que sur le prestige et l'apparence.

Le Conseil des ministres, quant à lui, ne doit pas être réduit au seul rôle de coordination des politiques administratives nationales mais rester un lieu de décision politique auquel les ministres participeraient réellement.

Il s'agit de redonner à l'action européenne de la France des objectifs clairs et les moyens politique de les atteindre. Alors seulement, les Français pourront de nouveau voir dans la constitution européenne un grand projet politique digne d'enthousiasme.

Centre National des Indépendants et Paysans - 6, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

Tél : 01.47.23.47.00 - Fax : 01.47.23.47.03

Email : contact@cni.asso.fr